

(1) Cocher les cases correspondantes

RENSEIGNER LES CONDITIONS DE MISSION DANS L'OM

Joindre les titres de transports et autres pièces justificatives.	Nombre de pièces		Agrafer ici
---	------------------	--	-------------

COMPTE RENDU D'EXECUTION DU DEPLACEMENT

Mode de locomotion (1)	Lieu de départ / Code postal	Date	Heure	Lieu d'arrivée / Code postal	Date	Heure

Le/la missionné(e) a été hébergé(e) gratuitement par un tiers (collègue, amis, famille...).

Le/la missionné(e) a bénéficié de la PCD pour ses nuitées.

Le/la missionné(e) a été invité(e) à manger par un tiers (collègue, amis, famille...).

CONDITIONS D'HEBERGEMENT ET D'ALIMENTATION SUR LE LIEU DE MISSION OU DE STAGE

HEBERGEMENT

- ☒ Pris en charge (1)
- ☒ Logé gratuitement durant la totalité de la mission ou du stage (1)
- ☐ Logé à titre onéreux durant la totalité de la mission ou du stage (1)
- dans le secteur privé, le (2) :
- ☒ dans un organisme contrôlé par l'Etat, le (2) :

Le/la missionné(e) a payé son hébergement dans un établissement géré par l'Etat.

ALIMENTATION

- ☒ Nourri gratuitement durant la totalité de la mission ou du stage (1)
- ☐ Nourri à titre onéreux durant la totalité (1)
- dans le secteur privé, le (3) :
- repas de sécurité (3)
- ☒ dans un organisme contrôlé par l'état (3) :
- ☒ pris en charge par l'administration (3)

Le/la missionné(e) n'a pas pu bénéficier de la PCD et a payé son repas en restaurant administratif.

Le/la missionné(e) a bénéficié de la PCD lors de son repas en restaurant administratif.

COORDONNEES BANCAIRES (1)

Si vous souhaitez percevoir vos indemnités sur un compte bancaire ou CCP différent du compte sur lequel vous sont versées habituellement vos indemnités de déplacement, fournir un RIB ou un RIP.

« Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45000 € d'amende » (article 441-1 du code pénal).

« Je certifie l'exactitude des renseignements indiqués ci-dessus »

A
le

A
le

(1) Cocher les cases correspondantes - (2) Indiquer la date - (3) Indiquer la date et préciser midi ou soir